

Savoyards en Valais au XVIII^e siècle

Controverses au sujet du Droit d'aubaine

Savoie et Valais

De 1384 à 1476, la Morge de Conthey avait séparé la Savoie et le Valais ; à cette dernière date, la frontière s'était déplacée entre Saint-Maurice et Monthey, laissant ce bourg au Duché, mais annexant Saint-Maurice et Massongex à l'Etat valaisan. L'année 1536 marquera un nouveau recul de la Puissance savoyarde, presque un effondrement, puisque le roi de France occupe tout le Sud de la Savoie, tandis que Bernois et Valaisans se partagent le Chablais, les premiers occupant Thonon et tout le territoire à l'ouest de la Dranse, les seconds se réservant la région à l'est avec Evian.

La part que prit le jeune duc Emmanuel-Philibert à la victoire espagnole de Saint-Quentin, en 1557, va lui permettre de restaurer assez largement l'Etat savoyard. Par le traité de Cateau-Cambrésis, signé en 1559 entre Henri II de France et Philippe II d'Espagne, la France restitue au duc le Sud de ses Etats ainsi que le Piémont. Berne renonce de même, par le traité de Lausanne de 1564, à ses acquisitions en Chablais et en Genevois. Quant au Valais, le traité de Thonon de 1569 partage le territoire contesté en laissant au Valais tout le pays à droite de la Morge de Saint-Gingolph, mais en rendant à la Savoie toute la région qui est à gauche. Dès lors, la frontière valléso-savoyarde n'a plus varié : elle est demeurée attachée à la Morge de Saint-Gingolph.

En dépit de ces vicissitudes, et surtout après que les contestations territoriales eurent pris fin, les Savoyards continuèrent d'aller en Valais, pour travailler ou commercer, et nombre de familles d'origine savoyarde s'y fixèrent. Les Chablaisiens et les Faucignerands, plus proches voisins, fournirent naturellement le plus fort appoint.

Vers l'affranchissement

Un document provenant des archives du Château d'Habère-Lullin ¹, confiées à l'Académie chablaisienne, apporte des renseignements intéressants sur le régime successoral appliqué aux Savoyards à la fin du XVIII^e siècle, soit du « Droit d'aubaine » ².

C'est une requête présentée le 19 mai 1787 à la Diète Souveraine de la République du Valais par M^e Pittier ³, avocat à Saint-Maurice, en faveur des Savoyards affranchis habitant ce pays.

Il est indiqué que plus de 2000 Savoyards sont résidents, dont plus de 45 familles très riches, et qu'il y en a environ 4000 qui vont et viennent chaque année pour travailler et commercer.

Le Placet, adressé à Leurs Excellences les Hauts, Puissants et Souverains Seigneurs du Sénat de la République du Valais, comprend dix grandes pages. Il concerne la coutume régissant la succession des Savoyards affranchis des droits féodaux de taillabilité, c'est-à-dire les hommes libres, mourant en Valais sans enfants.

Les nouvelles idées libérales, à la mode en ce temps, sont largement étalées dans ce document, truffé en outre de savantes citations latines. Voici son pompeux début :

« Les sages Romains fondant leur force dans la Population de leurs états, et dans l'industrie et l'agriculture qui en naissent ; pour la favoriser dans l'étendue de leur Domination, (ne) mirent aucune entrave à la succession des Etrangers. Ils avoient le Pouvoir de Tester, et, mourant sans Testament, leurs Biens étoient conservés à leurs légitimes héritiers... Le règne féodal, des vues d'intérêt pécuniaire et du moment éteignirent peu à peu cette prudente politique, et établirent, chez la plupart des Nations modernes, le droit d'aubaine. Ce droit terrible et intolérable de s'emparer des Biens d'un homme „alibi nati”, qui succombe à ses fatigues sans avoir eu le temps de rejoindre ses foyers et de porter à sa Parenté le fruit de ses peines et souvent encore sans pouvoir lui restituer les fonds dont elle s'est épuisée.

« Le Souverain Sénat de Valley a reconnu la dûreté de ce droit destructif, et s'il ne l'a pas entièrement aboli, il y a au moins apporté des modifications salutaires. C'est ainsi que l'arrêt de la Diette de may 1748

¹ Le château d'Habère-Lullin est situé dans la commune du même nom, canton de Boège, arrondissement de Bonneville, province de Faucigny. Lorsque la famille de Sonnaz vendit ce château, elle en confia les archives à l'Académie chablaisienne.

La présente communication a été lue au cours de la séance du 8 décembre 1949 de l'Académie chablaisienne (Tome L, p. 29). Documents classés : Archives Habère-Lullin.

² En vertu du *droit d'aubaine*, la succession des étrangers non naturalisés, ou *aubains*, décédés sans enfants, était attribuée à l'Etat.

³ Joseph-Louis Pittier (1753-1815) joua un rôle en Valais durant la Révolution comme partisan des idées nouvelles et de la politique française.

affranchit de l'aubaine les étrangers qui feront agréer et confirmer au Souverain Sénat leurs Lettres de franche condition ...(dans les deux années de l'établissement de leur domicile en Valais), ...à peine d'être censé et réputé taillable ; ...le Souverain Etat de Valley ayant affranchi tous ses main-mortables, ne vouloit agréer que des hommes de condition libre à ses sujets, et étouffer par là jusqu'à l'Idée de ces distinctions barbares qui avoient affligé la République. »

Les nombreux Savoyards établis en Valais, ayant fait homologuer leurs Lettres de franche condition, jouirent dès lors paisiblement du droit civil de succéder et de transmettre leur succession.

Nouvelles contraintes

Mais, le 26 novembre 1786, mourut à Monthey un nommé Claude Verbois, natif de Burdignin ⁴, devenu bourgeois de Monthey, et qui avait fait homologuer par le Sénat du Valais ses Lettres d'affranchissement dès 1749. N'ayant pas d'enfants, il laissait son héritage à son frère habitant à Burdignin. Or le Sénat du Valais, par sentences des 13 et 16 décembre 1786, refusa de délivrer l'héritage et s'en saisit, déclarant que « *La Diette de may 1783 statuant l'aubaine sur les Savoyards, (avait établi) qu'on l'exercerait dans toute son étendue ; qu'ainsi non seulement un aubain ne succéderait pas à un aubain, mais encore qu'un aubain ne succéderait pas à un affranchi...* », le frère du défunt Bourgeois de Monthey, étant taillable, soit sujet du Roi de Sardaigne, ne devait pas pouvoir hériter.

Cette sentence émut tous les Savoyards établis en Valais.

Au nombre de 45, tant pour eux que pour leurs compatriotes, ils présentèrent cette requête au Sénat afin d'obtenir l'assurance que leurs biens pourront « être conservés et passer à leurs héritiers légitimes » quels qu'ils soient, « cela sans doute par une interprétation bénigne qu'en donnait la coutume » jusqu'ici en vigueur. Ils ajoutent cette pathétique adjuration :

« C'est sur cette foy qu'ils se sont expatriés, pour se réfugier sous la domination du souverain Etat. C'est sur cette foy qu'ils ont fait les frais de l'homologation de leurs Lettres. C'est sur cette foy que les affranchis font circuler dans le Pays le produit de leur industrie et de leurs travaux, au lieu de le restituer à leur patrie à mesure qu'il naît. C'est encore sur cette foy qu'ils importent dans ce Pays leurs propres fonds pour donner plus d'étendue à leur activité. Car s'ils n'avaient pas l'espoir que ces Biens repassent un jour dans leur famille, quelle serait la folie de ces étrangers de placer leur argent, leurs fonds, dans ce Pays, et de les

⁴ Burdignin, commune du canton de Boège, ancienne province du Faucigny.

augmenter de leurs épargnes, pendant qu'ils peuvent laisser ceux-là, et rapatrier ceux-ci de leur vivant, sans obstacle. »

La Requête mentionne de nombreux exemples de succession d'étranger affranchi établi en Valais et passant sans difficultés à des héritiers taillables, non seulement à propos de Savoyards, mais encore de natifs de Neuchâtel. On remarque également cette citation intéressante concernant les hommes libres de la Vallée d'Abondance :

« Ces lettres d'homologation sont cependant de tout temps rédigées sur le même formulaire, ainsi que celles que l'on expédie aux originaires de La Chapelle, de l'Abondance et de Châtel ; ils étoient distingués des autres Savoyards par une déclaration du Souverain Etat en date du 18 May 1770 ; mais ils sont de nouveau confondus par la Sentence des 13 et 16 Décembre 1786, et cependant jusqu'à cette date les Biens des uns et des autres étoient conservés et remis à leurs héritiers légitimes. »

Les pétitionnaires savoyards demandent l'annulation de la sentence de 1786, et le rétablissement de la coutume, dans l'intérêt même du Valais.

« Car quel est l'étranger qui n'eut lieu de craindre l'inutilité de son affranchissement, et qui n'en regrette les frais qu'il a mal à propos sacrifiés sans avantage, si sa filiation seule doit lui succéder comme elle aurait succédé sans cet affranchissement. Si ses collatéraux habitant en Savoye ou peut-être encore en Valley, mais non reconnus francs, sont indépendamment des Lettres, forclos par le fisc !... »

La Requête se termine par cette adjuration :

« Daignez Souverains Seigneurs exaucer les très humbles représentations des suppliants : ils sollicitent l'exécution du Contrat que Vos Excellences ont bien voulu conclure avec eux, par les affranchissements dont vous les avez gratifiés, et en vertu de ces Lettres, le rétablissement de l'ancienne Coutume qui fait la base de leur Contrat... Il y va de l'intérêt de l'Etat... encourager les Savoyards à se fixer en Vallais... procurer au Pays des ouvriers de toute espèce pour les arts et l'agriculture, les prés et les champs, les vignes et toutes les campagnes en sont mieux cultivés ; le Commerce même a plus d'activité... »

« Cette révocation de l'injuste sentence de 1786, donnera une nouvelle vigueur, une nouvelle vie à toutes les parties languissantes... Cet édit sera une source de richesse, d'émulation aux arts, au commerce et à l'agriculture ; il sera le miroir de la Justice et de la Magnanimité de Vos Excellences... »

Cependant la requête des Savoyards n'eut aucun succès.

Le document porte l'extrait de la Diète du 19 mai 1787, qui déclare : « Nos Souverains Seigneurs ont déclaré que, rejetant la présente Requête, ils s'en tenaient à la décision du 13^e et 16^e Décembre 1786 ». Signé : Sigristen secrétaire d'Etat ⁵.

Au revers du cahier, le copiste a noté : « Une fille de service, à Sierre, étant morte depuis l'arrêt de Verbois, quelques-uns de ses compatriotes ont réussi à prendre son argent avant sa mort pour l'envoyer dans le Foussigny d'où elle étoit native. »



Quatre ans plus tard, en septembre 1790, eut lieu le premier soulèvement de la population de Monthey et les Savoyards résidant dans ce pays se joignirent avec ardeur au mouvement populaire. Le Bas-Valais proclamera son indépendance en 1798 et le fameux *droit d'aubaine* sombrera avec l'ancien régime.

J. BAUD

⁵ Jacques-Valentin Sigristen fut tour à tour gouverneur de Saint-Maurice, secrétaire d'Etat, Grand-Bailli du Valais — le dernier avant le Régime helvétique instauré en 1798 — puis conseiller d'Etat, † 1808. Il signa en 1798 l'Acte d'indépendance du Bas-Valais.